Bertrand Valiorgue - Refonder l'agriculture à l'heure de l'Anthropocène

Marine Raffray

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/economierurale/9268>

DOI : 10.4000/economierurale.9268

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2021

Pagination : 143-146

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Marine Raffray, « Bertrand Valiorgue - Refonder l'agriculture à l'heure de l'Anthropocène », *Économie rurale* [En ligne], 377 | juillet-septembre, mis en ligne le 30 septembre 2021, consulté le 05 janvier 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/9268> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.9268>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

 Bertrand VALIORGUE

Refonder l'agriculture à l'heure de l'Anthropocène

 Lormont, Le Bord de l'eau, 2020, 209 p.

L'agriculture est porteuse de solutions aux dérèglements planétaires, voici le leitmotiv poursuivi par Bertrand Valiorgue dans cet essai qui trouve place dans un contexte de foisonnement des réflexions sur les problématiques climatiques et environnementales. Et l'auteur d'exposer, prenant appui sur les sciences de gestion, les chemins possibles pour une « agriculture régénératrice ». Une grande responsabilité pour l'agriculture donc – réparer les dégâts causés par les autres activités humaines –, que l'ouvrage s'emploie à transformer en opportunité. Structuré en deux parties, le livre débute par l'établissement d'un diagnostic, avant de formuler des préconisations pour une « refondation de l'agriculture ».

Bertrand Valiorgue entame son état des lieux par un tour d'horizon des changements opérés dans nos systèmes alimentaires (chapitre 1), ces changements ayant pu non seulement engendrer des externalités négatives sur l'environnement, mais aussi nuire aux agriculteurs. En témoignent la baisse du nombre d'agriculteurs, l'insuffisante rémunération de leur travail, et le passage d'une agriculture devant composer avec les risques inhérents à cette activité à une agriculture soumise au règne de l'incertitude. Le diagnostic posé sur les changements de nos systèmes alimentaires est celui d'une fracture métabolique, soit une « dynamique de rationalisation continue qui vise à réduire le coût de l'alimentation afin de favoriser le développement et la croissance économique de pays qui voient la population urbaine augmenter dans de fortes proportions »¹.

Ce concept, qui s'inspire de l'œuvre économique de Karl Marx, décrit la désynchronisation géographique entre les lieux de production de notre alimentation et les bassins de consommation, l'allongement des étapes entre les mailles production et consommation, et la recherche de gains de productivité du travail en agriculture.

Cette course à la productivité sert un objectif politique de baisse des prix agricoles pour diminuer le coût de l'alimentation aux consommateurs. Ce dernier point peut faire débat : en France, les prix des produits agricoles ont diminué sans que les prix des produits alimentaires à la consommation ne diminuent, ou presque. Si l'objectif de diminuer le coût de la matière première agricole est indéniable, il a en revanche peu profité aux consommateurs². Il n'en reste pas moins que la fracture métabolique a provoqué des modifications des systèmes de production agricoles, et que ceux-ci ont également induit des bouleversements dans le « système Terre »³ – atmosphère, hydrosphère, lithosphère et biosphère – à un point tel que nous serions entrés dans une nouvelle époque géologique : l'Anthropocène (ou ère géologique de l'Homme, terme proposé par le chimiste et prix Nobel Paul Crutzen au début des années 2000). Il n'est pas question dans cet ouvrage de remettre en cause la notion d'Anthropocène. Nous savons toutefois que celle-ci fait l'objet de critiques, notamment en ce qu'elle suggère une récusation de toutes les activités humaines, voire de l'espèce humaine dans son ensemble, sans opérer de distinctions en matière de responsabilités, semblant de ce fait dépolitiser les enjeux sous-tendant les changements climatiques. Au point que d'autres auteurs

2. Butault, J.-P. (2008). La relation entre prix agricoles et prix alimentaires : une approche macro-économique en France entre 1978 et 2005. *Revue française d'économie*, vol. 23, n° 2, pp. 215-240.

3. Page 38.

1. Page 25.

lui préfèrent les notions d'Industriolocène ou de Capitalocène⁴. Une analyse de ces débats aurait pu bénéficier au lecteur en rappelant que le dérèglement climatique ne pourra être contrôlé qu'en s'attaquant à ses catalyseurs.

Ces constats établis, l'ouvrage nous place devant la nécessité d'un nouveau « contrat social » pour l'agriculture, au risque de la voir sinon disparaître (chapitre 2). L'auteur y décrit les différentes catégories d'activistes qui se rejoignent dans le mouvement de délégitimation de l'agriculture, auxquelles s'ajoute l'émergence d'investisseurs dans le domaine de l'alimentation cellulaire – notant au passage que « ce lien entre activistes et entrepreneurs de l'alimentation cellulaire n'est pas théorique et spéculatif car ces acteurs bénéficient en partie des mêmes soutiens économiques et financiers »⁵. Si elle veut survivre à ces critiques, l'agriculture doit se réinventer : s'adapter au changement climatique, restaurer le système Terre en compensant et même en réparant les impacts des autres activités humaines sur notre environnement, tout en conservant sa fonction nourricière. Ce que Bertrand Valiorgue qualifie d'« agriculture régénératrice ».

Pourquoi le passage vers une agriculture régénératrice ne se fait-il pas plus rapidement ? Parce que les « règles du jeu » actuelles ne le leur permettent pas, nous dit l'auteur (chapitre 3). Il revient sur l'apparente autonomie décisionnelle des agriculteurs, ceux-ci se trouvant sous l'influence de marchés défaillants, pris en étau entre l'amont et l'aval par des entreprises puissantes, concentrées au point de former des oligopoles dotés d'un fort pouvoir de marché. Leur pouvoir de marché est tel qu'elles jouent un rôle déterminant dans les prises de décision des agriculteurs. L'auteur livre un exposé approfondi et instructif des différentes formes de cette domination

systémique, en ce qu'elle affecte toutes les étapes du processus de production. Il décrit les processus de concentration dans les secteurs des intrants, du secteur du *trading* de matières premières agricoles, et de l'industrie agro-alimentaire et de la distribution, mais aussi les phénomènes d'« enclosure » des données agricoles et des ressources génétiques animales et végétales, soit l'accaparement de ces ressources collectives par des acteurs privés en nombre réduit. Cette appropriation engendre non seulement une rente de situation au bénéfice de ces entreprises, mais fait également barrage aux transitions des systèmes de production. L'ouvrage retrace ainsi le processus de captation de la valeur ajoutée produite par l'agriculteur par d'autres partenaires économiques de la chaîne alimentaire.

De par ces défaillances des marchés et ces asymétries de pouvoirs, les agriculteurs produisent à des prix non rémunérateurs, et sont de ce fait en perpétuelle recherche de gains de productivité pour maintenir un revenu par l'accroissement des volumes par actif. Pour atteindre ces niveaux élevés de productivité du travail, ils se trouvent contraints de réaliser des investissements, souvent spécifiques à un mode de production donné – une « dynamique d'enfermement » – qui accroît leur dépendance vis-à-vis de leurs partenaires situés en amont et en aval, et qui les empêchent de modifier la trajectoire de leur exploitation. Ce qui est défini ici par une « dépendance de sentier », autrement dit le fait que les décisions du futur sont dictées par des choix passés. Dépendance qui prend différentes formes : matérielle, réglementaire, et culturelle. La modification des pratiques impose alors des coûts de changement qui la rende inaccessible aux agriculteurs en l'absence de soutiens.

La seconde partie de l'ouvrage, dédiée à la « reconquête collective », s'ouvre sur la mise en exergue de ce qui relève des biens communs dans une exploitation agricole (chapitre 4) : de par la

4. Bonneuil C. (2015). Tous responsables ? *Le Monde diplomatique*, n° 710, pp. 16-17.

5. Page 62.

mobilisation d'un capital foncier, d'un capital naturel, d'infrastructures agro-écologiques et d'un capital génétique, mais aussi en ce que l'agriculture permet la réalisation de droits fondamentaux – de se nourrir, de se soigner, et de s'habiller. Néanmoins, les pratiques agricoles peuvent également nuire aux ressources naturelles qui constituent des biens communs. D'où la nécessité, selon Bertrand Valiorgue, de redéfinir l'activité agricole et de dépasser la vision « privatiste et libérale » tronquée de l'exploitation agricole pour mettre en avant les liens fonctionnels entre l'exploitation et son environnement. L'auteur apporte ici une analyse nouvelle en proposant de reconfigurer la place de l'exploitation agricole dans la vie de la cité (chapitre 5), par l'adoption du statut d'entreprise à mission, l'utilisation de nouveaux outils de gestion permettant de mieux visualiser les enjeux autour des biens communs, l'adoption d'une compatibilité environnementale pour valoriser les progrès réalisés, et par le développement de capacités de « résilience » face aux dérèglements de l'Anthropocène. Mais les changements opérés à l'échelle de l'exploitation ne pourront pas, à eux seuls, suffire à transformer les systèmes alimentaires.

L'ouvrage propose de nouveaux schémas de gouvernance de l'agriculture (« communs agricoles ») comme autant de moyens de déconstruire les dépendances de sentier dont les agriculteurs sont prisonniers (chapitre 6). Un premier niveau de gouvernance, à l'échelle du territoire, viendrait réduire la fracture métabolique, préserver les biens communs et protéger les exploitations agricoles des dérèglements de l'Anthropocène. Il est proposé de créer des Chambres territoriales des communs agricoles et alimentaires pour coordonner ces changements institutionnels dans les territoires. Le deuxième volet de cette réorganisation institutionnelle consiste à instaurer des communs agricoles industriels œuvrant au renforcement du pouvoir de négociation des agriculteurs, par

exemple par le biais d'organisations de producteurs. Le dernier échelon de gouvernance, européen, se doit de « redéfinir la raison d'être de la PAC »⁶ pour en faire un levier du développement de l'agriculture régénératrice. Dans la lignée de Karl Polanyi, qui développait la notion de « marchandises fictives »⁷, l'auteur conclut sa démonstration en proposant une révision du droit de la propriété foncière pour déverrouiller les transformations agricoles, la terre renfermant des ressources naturelles qui ne sont pas uniquement le fruit du travail de l'homme car elles relèvent des biens communs. Il évoque, mais sans la développer, l'idée d'adjoindre au droit de propriété des devoirs relatifs aux fonctions sociétales et environnementales de la terre, se rapprochant alors du concept de « faisceau de droits » développé par l'économiste institutionnaliste John Roger Commons et qui sera repris par Elinor Ostrom.

Cet ouvrage apporte une analyse précise des déterminants économiques et politiques des systèmes de production actuels et revient de manière détaillée sur les obstacles aux changements de pratiques. L'auteur apporte des pistes originales, inspirées de la nouvelle économie institutionnelle, pour surmonter ces difficultés qui enferment les agriculteurs dans des systèmes de production non durables sur les plans économique et environnemental. Des questions demeurent toutefois en suspens : comment initier la création de nouveaux schémas de gouvernance ? Comment réformer la propriété du foncier tout en incitant les agriculteurs à la reproduction de la fertilité des sols ? Et, plus largement, comment assurer que l'agriculture régénératrice ne repose pas sur de nouveaux

6. Page 196.

7. Polanyi K. (1944). *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduit de l'anglais par C. Malamoud et M. Angeno), Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1983 pour la traduction française.

NOTE DE LECTURE

processus d'accumulation de capital ou de hausse des consommations intermédiaires, au risque, sinon, d'accélérer la diminution du nombre d'agriculteurs ? Au-delà de ces considérations, nul doute que la lecture de ce livre contribuera à rapprocher citoyens et agriculteurs, en

ce qu'il donnera aux premiers des clés de compréhension des défis rencontrés par les seconds.

Marine RAFFRAY
APCA-DEAT-SERP